



Association Tiers-Monde

Contact n°35 automne-hiver 2016

SOMMAIRE

Le billet du président, Hubert GERARDIN	1
Impressions de colloques, Nicolas YOL et Suneha SEETAHUL	2
Une décennie de participations, Boualem CHEBIRA	3
Les membres de l'ATM publient	3
XXXIII Journées sur le développement, Bruxelles, mai 2017	7
Mondes en Développement, tome 44, n° 175	8
Bulletin d'adhésion 2016	9

Le billet du président

Ce bulletin d'automne-hiver présente les activités de l'association de ces derniers mois et des informations données lors de l'assemblée générale qui s'est tenue à l'Université de Lille, ce 3 juin 2016.

La valorisation des 31èmes journées organisées à Rouen, en 2015, a donné lieu à deux publications :

- 5 communications ont été rassemblées dans un dossier thématique publié dans le numéro 174 (2016/2) de la revue *Mondes en développement*, sous le titre : « OMD, ODD : quels indicateurs pour le développement ? ».

- Le 31ème Cahier ATM « *Le bilan des Objectifs du Millénaire pour le développement 15 ans après : réduction de la pauvreté et/ou montée des inégalités ?* », coordonné par Célestin Mayoukou et Jean Brot, a publié 22 contributions.

Comme chaque année, certaines communications, ont fait l'objet de publications dans d'autres revues.

Nombre d'entre vous ont participé aux 32èmes journées de l'ATM qui se sont tenues à l'Université de Lille, en partenariat avec le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et

économiques (CLERSE-CNRS), du 1 au 3 juin 2016. Ces journées ont rassemblé 155 participants et 130 communications ont été présentées. Ces journées, parfaitement organisées, ont été marquées par la grande richesse de dialogues pluridisciplinaires.

Les prochaines journées ATM se tiendront à l'Université libre de Bruxelles, du 22 au 24 mai 2017 sur le thème « Agricultures, ruralités et développement ». Le nombre de propositions de communications reçues est en forte augmentation par rapport aux journées précédentes et atteint 360. Alors qu'une soixantaine d'entre elles restent à évaluer, il apparaît que le comité scientifique, dont deux de ses membres examine les propositions sous une forme anonymée, a fait œuvre de plus de sélectivité que les précédents, le taux d'acceptation étant à ce stade nettement plus réduit.

Le mandat d'une durée de trois ans des membres du bureau de l'association étant parvenu à son terme, le conseil d'administration réuni à Paris le 4 juillet a procédé, après appel à candidature, à l'élection des membres du bureau :

- . Président : *Hubert Gérardin*
- . Secrétaire général : *Jean Brot*
- . Trésorier : *Thierry Montalien*
- . Vice-Présidents :

- Manifestations scientifiques et relations internationales : *Francis Kern* ; chargés de mission :

Jean-Jacques Friboulet, Jean-Claude Vézé et Arnaud Bourgain.

- Publications : *Philippe Adair* ; chargée de mission : *Catherine Figuière*.

Bernard Haudeville, professeur émérite à l'Université d'Aix-en-Provence, n'a pas souhaité renouveler son mandat. Après de nombreuses années actives au sein de l'association, durant lesquelles il a assuré un partenariat apprécié lors de l'organisation des journées d'Orléans (1996) et la responsabilité des journées d'Aix-en-Provence (2001), puis de Saint-Louis du Sénégal (2008), et a contribué à nombre de publications de l'ATM, Bernard a souhaité « passer la main ». Je le remercie vivement pour son implication passée et à venir, au nom de l'association.

Au cours de ce conseil, nous avons préparé les journées 2017 de Bruxelles et fixé nos journées 2018, qui se tiendront à Grenoble, en partenariat avec le Centre de recherche en économie de Grenoble (CREG) et le Groupement d'intérêt scientifique pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement (GEMDEV), sur le thème « *Économies émergentes : les apports de l'économie du développement en question* », Catherine Figuière en assurant la coordination.

Afin de répondre aux sollicitations émanant de membres de pays du Sud, le conseil a décidé de préparer l'organisation de *Workshops* thématiques décentralisés. Un appel à communication est en cours de préparation pour l'organisation d'une telle manifestation scientifique dans un pays d'Afrique subsaharienne.

Enfin, comme vous le savez, le dynamisme d'une association repose sur l'investissement de chacun(e). En ce sens, ce bulletin est ouvert aux contributions et aux informations de tous les membres du réseau (recherches, publications, formations,...). Quelques retardataires trouveront dans ce bulletin le formulaire d'adhésion. Bienvenue aux nouveaux membres qui ont adhéré au cours de cette année.

Hubert GERARDIN

*Impressions
de colloques...*

Les XXXII^{èmes} Journées du Développement de l'ATM, qui se sont tenues à Lille entre le 1^{er} et le

3 Juin 2016, représentaient un rendez-vous particulier dans la mesure où il s'agissait de notre première participation. Un rendez-vous incontournable tant l'ATM est devenue en quelques années un pilier essentiel de la recherche francophone en développement et un lieu d'échanges entre chercheurs représentant l'ensemble des sciences sociales. Cette XXXII^{ème} édition – centrée autour des questions de vulnérabilité et de résilience – n'a pas dérogé à la règle et a généré de nombreux débats entre chercheurs d'horizons divers (économistes, sociologues, anthropologues, géographes...).

Plus de trente ans après la première édition, le colloque s'est forgé une réputation à la hauteur de nos impressions, en particulier en termes de pluridisciplinarité et d'ouverture d'esprit des participants. Le nombre important de doctorants reflète parfaitement cette ouverture et permet aux jeunes chercheurs d'échanger avec leurs homologues plus expérimentés. C'est précisément cette diversité qui a motivé notre participation et qui constitue une opportunité de confronter des travaux à des chercheurs dont les suggestions apportent immanquablement un éclairage pertinent.

A la suite de nos présentations, nous avons eu l'occasion d'avoir des discussions intéressantes sur nos thématiques de recherche. L'intérêt particulier que l'audience a porté sur la démarche plutôt que sur des détails techniques nous a semblé rafraîchissant. Nous avons aussi eu l'occasion de discuter avec les participants en dehors des sessions. Ces échanges ont parfois mené à des débats de fond, cristallisant ainsi la diversité des approches en sciences sociales. Par ailleurs, les sessions ont montré la flexibilité des organisateurs dans la mesure où les thèmes abordés étaient très variés, ce qui a permis la présentation d'articles traitant de la résilience au sens large.

Les Journées de l'ATM, par leur volet international, ont aussi permis d'échanger avec des chercheurs de plusieurs nationalités. Ce colloque a été pour nous une expérience enrichissante et intéressante que nous recommanderions en particulier aux jeunes chercheurs.

**Suneha SEETAHUL et Nicolas
YOL (GREThA-Université de
Bordeaux)**

Une décennie de participations...

Lorsque le mois de juin pointe, ma satisfaction est double. La première est relative à l'annonce prochaine d'une fin d'année universitaire généralement bien chargée et la seconde relative aux journées ATM. Il est vrai que cet événement « annuel » a fini par rentrer dans notre agenda au même titre que certains anniversaires. Il est vrai aussi que cette habitude s'ancre en nous progressivement, régulièrement d'année en année. On ne peut plus s'en passer.

Depuis ma première participation à Marrakech en 2005, le voyage fut long mais agréable souvent bien coloré à l'exemple d'Arras (2006), de St-Louis du Sénégal (2008), de Luxembourg (2009), de Strasbourg (2010), de Créteil (2013), de Marrakech (2014), de Rouen (2015) et le dernier en date Lille (2016). Aussi suis-je taxé de multirécidiviste. Tant mieux, dans ce cadre, j'aime bien ce qualificatif.

Chaque année, on se retrouve aussi dans ce qui constitue une petite famille « scientifique ». Et comme toute famille, elle s'élargit au fil du temps. Chaque année, de nouveaux membres nous rejoignent. On fait connaissance ; on discute, on échange ; on s'embrasse. Avec les anciens, on prend le temps de quelques souvenirs et on les actualise. On fait le point des absents : on se renseigne.

Je n'ai pas, bien sûr, oublié toute la cheville ouvrière : comme à l'accoutumée toujours à l'écoute, fidèle, souriante, discrète, mais ô combien efficace. Les doléances sont résolues avec une facilité déconcertante. On veille au grain.

Ces beaux moments passés, viennent les travaux scientifiques. Comme dans une ruche et avec une organisation parfaite, on se retrouve en plénière. Ensuite chacun choisit son atelier. Les présentations et les débats qui s'en suivent sont d'un niveau très élevé. Il est vrai que le comité scientifique a pleinement joué son rôle. Les différentes publications qui s'en suivent dans des revues de renom sont là pour le prouver. On apprécie aussi ces moments de détente : autour

d'un café, d'un bon repas, dans une ambiance festive.

Arrive ensuite le moment tant redouté : celui du départ, des adieux. On fait le bilan. On se quitte avec peine. On remplit nos bagages de bons souvenirs mais aussi de bonnes adresses. De nouveaux liens seront tissés. Le réseau s'élargit. On pense déjà à l'année prochaine.

Boualem CHEBIRA
(Université Badji Mokhtar
Annaba)

Les membres de l'ATM publient...

Nous vous proposons les notes de lecture rédigées par des adhérents de l'ATM sur des ouvrages écrits ou auxquels d'autres membres ont contribué. Elles sont parues dans les numéros 174 et 175 de *Mondes en développement*.

<http://www.mondesendveloppement.eu/>

Yves-Marie ABRAHAM, David MURRAY (sous la direction de)

Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance
Montréal, Éditions Écosociété, 2015, 382 pages

Cet ouvrage collectif regroupe les contributions de 17 auteurs, universitaires et membres d'ONG (économistes, sociologues, politistes,...) sur un sujet primordial pour l'avenir de la planète. Ce livre affiche dès l'introduction son ambition qui est de faire prendre conscience des enjeux de l'extractivisme, un concept développé surtout dans les Amériques mais qui aborde des questions qui touchent tous les pays riches en ressources et les consommateurs de ces ressources. Les auteurs regrettent que les questions posées quant à l'exploitation des ressources naturelles n'aillent souvent pas au-delà de la destination des ressources (qui va en profiter ?) et des dégâts que leur exploitation suscite. Ils se situent d'emblée dans la perspective d'une soutenabilité forte en mettant en question la pertinence même de leur exploitation. Pourquoi faut-il les consommer ? Pour produire quoi ? Ne peut-on vivre aussi bien sans cette exploitation accélérée et à outrance des ressources naturelles ?

Les chapitres de l'ouvrage traitent de l'exploitation de différentes ressources : les hydrocarbures, les ressources minières, les phosphates (avec l'exemple de Nauru, rendu célèbre par Luc Folliet), le ginseng de la Nouvelle France dans les années 1720, les ressources agricoles et sylvicoles, etc. Cette exploitation des ressources naturelles couramment destinées à

l'exportation se fait fréquemment au détriment des populations locales et, notamment, des populations autochtones. Les pays touchés par l'extractivisme ne se situent pas qu'au Sud, comme le montrent les exemples étudiés dans l'ouvrage. Les pays du Nord, dont le Canada, concerné par plusieurs chapitres, sont également affectés. L'économie de ce dernier est fragilisée par une très forte dépendance au secteur primaire (pétrole, mines).

Les auteurs s'attachent à décrire les nombreux effets de l'extractivisme sur l'environnement et la santé, mais aussi sur l'évolution des sociétés, sans parler, bien entendu, du réchauffement climatique. Ils fustigent, par ailleurs, les politiques de recyclage souvent très difficiles à mettre en œuvre en raison des mélanges de matériaux, de même que les mesures et les procédés destinés à améliorer l'efficacité énergétique qui s'appuient eux-mêmes sur une importante utilisation de métaux rares et épuisables.

Pour que ces politiques soient efficaces, elles doivent s'accompagner d'un changement radical de modèle industriel : « Produire moins de déchets, concevoir des produits facilement démontables et faits à partir de matériaux aisément récupérables, [...] des produits à longue durée de vie... » (p. 44). Les solutions ne viendront pas non plus des technologies du futur (croissance verte), comme l'espèrent les tenants d'une soutenabilité faible, notamment en raison de l'importance de l'énergie qui serait nécessaire.

Les auteurs ne voient qu'une issue, changer volontairement et progressivement notre modèle de société et accepter de remettre en question notre perception d'un monde où l'enrichissement serait sans fin et la « croissance éternelle », avant que « la décroissance » ne nous soit finalement imposée. La troisième partie a le grand mérite d'identifier des pistes de réflexion et de recherches d'alternatives, notamment à travers la *low tech*, les différentes formes de transition écologique et de réfléchir à ce que pourrait être un monde post-extractivisme.

L'ouvrage, militant et souvent dérangeant, est éclairant sur des sujets qui ne peuvent que revenir de plus en plus fréquemment sur le devant de la scène. Il est rédigé à la fois par des ONG spécialistes de ces questions et des universitaires qui offrent l'approche multidisciplinaire nécessaire à ce type de sujet.

Claire MAINGUY

BETA-CNRS, Université de Strasbourg

**Olivier PETIT, Iratxe CALVO-MENDIETA,
Géraldine FROGER, Franck-Dominique
VIVIEN...**

Une économie écologique est-elle possible ?

L'Économie politique, n° 69, 2016, 112 pages

Le recueil proposé sous le titre « Une économie écologique est-elle possible ? » se compose de neuf

contributions, dont un premier groupe de six a été coordonné par Olivier Petit, Iratxe Calvo-Mendieta, Géraldine Froger et Franck-Dominique Vivien. Deux des contributions sont des études de cas : une présentation d'un échec (celui de l'initiative du parc Yasuni-ITT en Équateur) par Franck-Dominique Vivien, et celui d'un conflit, l'eau en Espagne, par Olivier Petit.

L'économie écologique est définie comme un champ de recherches à l'intersection des sciences du vivant et des sciences sociales. Si ce domaine voit la genèse de nombreux nouveaux concepts et méthodologies comme le développement durable, les critères de soutenabilité, les notions de résilience ou de co-évolution, il apparaît traversé par des versions différentes, parfois aux résultats contradictoires. Ainsi, la soutenabilité de la situation chinoise est jugée différemment selon les approches dites « d'épargne authentique », ou « d'empreinte écologique » (pp. 50 et 52).

L'accord de la COP 21 n'a pas retenu les instruments (taxes, marché de droits à polluer) d'une économie environnementale basée sur une substituabilité parfaite. L'économie écologique correspond à cet abandon de l'hypothèse de substituabilité parfaite entre les actifs naturels et financiers. Il s'agit donc de s'inscrire dans un nouveau paysage méthodologique traversé par trois tendances : 1/ la première tendance est celle de nouveaux économistes des ressources qui se basent sur des méthodologies économiques standards étendues à des objets écologiques ; 2/ les pragmatistes représentent une deuxième tendance qui privilégie une diversité dans les méthodologies d'aide à la décision ; 3/ une troisième tendance entend donner la priorité à des approches d'équité sociale et de valeur intrinsèque de la nature.

Les approches organisationnelles et d'économie circulaire constituent des points de force d'une économie écologique, et renforcent sans doute avant tout un courant pragmatiste. La répartition des gains obtenus réintroduit d'autres approches (p. 34). Les services rendus par les écosystèmes sont un autre exemple d'une séparation entre des évaluations pragmatistes « privilégiant les messages simples » et des tenants d'une incommensurabilité « des relations entre l'économie et l'écologie » (p. 47).

La diversité des approches se poursuit tout au long du dossier : « Aujourd'hui, aucun pays ne connaît une véritable économie stationnaire et soutenable » (p. 54) ; la tentative de maintenir le carbone en terre par l'Équateur a échoué par la difficulté à trouver un mécanisme financier (p. 64) ; l'analyse des conflits d'usage introduit à des approches d'économie politique (p. 75).

Le dossier est concis. Il contient des références bibliographiques qui permettent d'approfondir les questions soulevées. Il démontre la vitalité de ce

domaine de l'économie écologique, son actualité, et ses ambiguïtés méthodologiques et idéologiques.

Stéphane CALLENS

LEM UMR 9921 CNRS, Université d'Artois

Denis CHARTIER, Estienne RODARY (dir.)

Manifeste pour une géographie environnementale

Paris, Les Presses de Sciences Po, 2016, 440 pages

Véritable état des lieux de la Géographie française, ce *Manifeste pour une géographie environnementale* prend acte des transformations que l'environnement induit sur la discipline, ainsi que des nouvelles mises en relation susceptibles de construire les politiques de l'Anthropocène.

Par la puissance technoscientifique, l'anthropos serait devenu une force géophysique prédominante dans la modification de la planète, entraînant par sa seule action, la transformation de la biosphère, du vivant, de la biodiversité, mais aussi de l'atmosphère et de l'hydrosphère, responsable des changements climatiques, de l'extinction et de la migration globale d'espèces, des modifications à grande échelle de la végétation naturelle, de la déforestation, de l'érosion, etc., bref, de l'évolution du système terrestre. L'idée même d'Anthropocène montre qu'il n'est plus possible aujourd'hui de penser le monde en lui appliquant la vision dualiste établie entre nature et culture, histoire humaine d'un côté et histoire de la vie de la Terre de l'autre. En remettant en cause cette séparation épistémologique, ce nouveau récit amène à considérer que les humains ne sont ni extérieurs, ni supérieurs à la nature, mais qu'ils sont de façon conjointe les agents d'une même histoire imbriquée. Il devient crucial de trouver de nouvelles relations, de nouveaux modes de coexistence et de nouvelles visions à imaginer pour favoriser une rencontre appropriée entre l'homme et la Terre.

Ce manifeste atteste, si besoin était, le diagnostic que pose Augustin Berque, qu'« il manque à l'ontologie une géographie, et à la géographie une ontologie ». Être, c'est forcément être quelque part : on ne peut en faire abstraction. « Dire que la question de l'être est philosophique, tandis que celle du lieu, elle, serait géographique, écrit-il, c'est trancher la réalité par un abîme qui interdit à jamais de la saisir. » Cet abîme s'est creusé au fil des siècles dans l'histoire occidentale, avec un tournant décisif lorsque Descartes a « discriminé la chose étendue de la chose pensante », fondant ainsi le dualisme moderne.

Le sujet moderne s'est abstrait de son milieu. Il n'est plus dans le paysage. Le paysage, ce n'est plus qu'un objet extérieur, étendu sous ses yeux, et qu'il consomme de son regard de nulle part. Le résultat de cette abstraction, c'est ce que Rem Koolhaas a nommé *junkspace* : l'espace futoir. Ce n'est pas seulement la fin de toute composition urbaine, un

capharnaüm où n'importe quoi se juxtapose à n'importe quoi, c'est une décosmisation d'ordre ontologique ; c'est une acosmie. Une abstraction hors de l'ordre (kosmos) commun qui liait les êtres et les choses en un certain milieu. Cette acosmie est proprement moderne, souligne Augustin Berque. Il en appelle à une re-cosmicisation de l'existence humaine, à savoir rétablir un monde au sens d'un commun, mis à mal par une modernité séparant sujet et objet, ainsi que nature et culture.

Un milieu habité requiert donc de comprendre les interactions et les dynamiques naturo-culturelles d'interpénétrations et d'interdépendances, que ce soit entre facteurs climatiques, mécaniques et chimiques, biotiques ou culturels. L'enjeu majeur est de penser et d'imaginer les conditions soutenables d'une vie sur terre qui menace d'épuisement. La redéfinition des « reliances » et « trajections » entre culture et nature, créent des conditions d'habiter alternatives et s'exprime sous plusieurs configurations dans la production actuelle des milieux habités : densité raisonnée préservant des espaces non bâtis de forêt, de campagne et de nature sauvage, création de microclimats,... Il est privilégié de travailler avec l'eau, le vent, le soleil, le sol, la faune, la flore, recycler, réemployer, hériter, économiser les ressources, établir des solidarités, se déplacer suivant des modes diversifiés,... Concevoir de tels milieux habités requiert d'autres équilibres et réinventions entre natures et artifices, cultures urbaines et agricoles, écosystèmes et anthropisation, santé et nutrition,... En fait, ce sont les diversités de toutes sortes qui se retrouvent au cœur d'une architecture des milieux. Cela doit être construit avec des mises en relation appropriées, déterminées comme éco-techno-symboliques et non pas seulement écologiques.

Ce manifeste, pour une géographie environnementale, par les voix de 23 auteurs témoigne de cette *acosmie* et invite à travers sept positionnements théoriques à penser les politiques de l'Anthropocène et à faire de la géographie environnementale une *gaïographie*. Une géographie en dialogue avec les sciences sociales et les sociétés, tout en étant réflexive sur l'entrée des sciences en politique. Une géographie – dont les premiers jalons sont posés dans cet ouvrage – cosmopolite, postdéterministe, globale mais rugueuse, située, juste, sensible et relâchée.

Houda NEFFATI

ALGORITHMICS, Université Paris Sud

Michaël NEUMAN, Fabrice WEISSMAN (dir.)

Secourir sans Périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques

Paris, CNRS éditions, 2016, 263 pages

L'ouvrage collectif est issu d'une réflexion interne à l'organisation « Médecins sans frontières » sur la

sécurité du personnel de ses structures de santé. Il se compose d'un bref rappel historique sur les problèmes de sécurité posés aux secours humanitaires, d'une partie traitant de la réception des manuels de gestion des risques, le plus utilisé étant le GPR 8¹, et, enfin, d'une partie consacrée à quelques cas pratiques, la guerre civile en République centrafricaine, la violence sociale au Yémen, l'installation d'une mission dans une zone contrôlée par les djihadistes, le kidnapping d'un responsable de mission en Fédération de Russie.

Le récit d'une mission d'une ONG britannique pendant la guerre russo-turque de 1877-1878, indiquant le nom des deux officiers russes qui ont commandé le tir sur l'hôpital, inscrit les problèmes actuels de sécurité des humanitaires dans une continuité professionnelle et historique. L'attaque par l'artillerie à bord d'un AC-130 de l'hôpital de Kunduz le 3 octobre 2015, qui a fait 42 victimes, indique la réalité aujourd'hui d'une menace aérienne. Cependant, la discussion sur l'évolution du nombre d'incidents conclut à une augmentation proportionnelle à celle du nombre d'humanitaires sur le terrain. Les modes opératoires évoluent et la césure historique la plus significative se situe plutôt au début des années 1990, lorsque les ONG humanitaires perdent une certaine immunité de fait.

Les pratiques internes sont évaluées dans une deuxième partie de façon critique. Elles sont en évolution, généralisant l'usage de la collecte des incidents dans une base de données. Toutefois, les ONG humanitaires ne disposent pas d'un bureau d'enquêtes sur les accidents. Le cadre du document des bonnes pratiques GPR 8 semble insuffisant et inadapté. Ceci se comprend mieux lorsque les cas pratiques sont abordés.

Les auteurs défendent le développement de pratiques prudentielles pour les professions de l'humanitaire. Ces pratiques prudentielles doivent se décliner selon les contextes par le maintien d'espaces d'échanges et l'animation d'une dynamique d'apprentissage.

L'ouvrage est riche d'expériences pratiques, et apporte, de plus, une réflexion sur les problèmes rencontrés dans l'adaptation des instruments standards de gestion des risques à des contextes sévères.

Stéphane CALLENS

LEM UMR 9921 CNRS, Université d'Artois

Hadrien SAIAG

Monnaies locales et économie populaire en Argentine
Paris, Karthala, 2016, 304 pages

Cet ouvrage est le résultat d'une thèse soutenue en 2011 à l'Université Paris-Dauphine. Il analyse une

expérience originale qui a été pratiquée en Argentine à partir de 1995 jusqu'à la crise qu'a connue ce pays en 2002. Ce système appelé *trueque* désigne « une multitude d'émissions locales de moyens de paiement sous forme papier libellés dans une unité de compte appelée *credito* (crédit) ». L'auteur a étudié ce système à la fois dans les quartiers populaires d'une agglomération industrielle (1 200 000 personnes) où le *credito* a été introduit à l'initiative d'un couple d'habitants, et dans une localité plus petite où il a été mis en place à la demande de la maîtresse d'école, à la suite de problèmes survenus dans les services municipaux. C'est dire à quel point nous sommes en présence d'un système né de la base et organisé par elle, et qui est immergé dans les multiples activités de la population.

Ces deux circuits sont reliés, comme le sont également tous les autres, au sein de réseaux qui sont eux-mêmes connectés à un réseau national (le « Réseau global du Trueque »). C'est ainsi que peuvent être compensés les règlements en *credito* rendus nécessaires par les échanges qui se pratiquent chaque semaine sur les « *ferias* », des rencontres régulières, aux dates et lieux fixés, qui permettent aux habitants de se retrouver. En plus de l'enquête qu'il a menée dans ces deux localités, l'auteur a utilisé quelques documents à caractère plus ou moins officiel, et des travaux consultés sur place qui lui ont permis d'appréhender l'évolution du Trueque et de reconstituer au moins une étape de son histoire.

Les informations contenues dans l'ouvrage sont pleines d'intérêt, sur un thème (les monnaies locales) qui n'est pas très éloigné des monnaies alternatives auxquelles on s'intéresse beaucoup aujourd'hui. Il faut dire, cependant, qu'il n'est pas facile de bien comprendre les mécanismes qui sous-tendent le fonctionnement très particulier du Trueque. Les annexes sont de peu d'intérêt et les tableaux pas vraiment lumineux. L'auteur, en bon ethnologue qu'il est en réalité, a attaché plus d'importance à l'observation des pratiques financières et à l'analyse des comportements.

Les théories monétaires ne lui sont pas pour autant étrangères. Il analyse les différentes fonctions que remplit la monnaie au sein du Trueque : évaluation (unité de compte), échange et règlement des dettes. Il analyse les conséquences sociales, mais également politiques, de la pluralité monétaire qui cache un accès diversifié de la population à la monnaie et à la finance. Sa démarche est celle des institutionnalistes. Quel que soit son intérêt, elle ne peut être adoptée sans réserves par l'ensemble des lecteurs de l'ouvrage.

Michel LELART

CNRS, Laboratoire d'Économie d'Orléans

¹ Harmer A. et al. (2010) *Good practice review : operational security management in violent environments*, Londres, Humanitarian Practice Network, ODI, 2^e.

Agricultures, ruralités et développement
UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES
22, 23 et 24 mai 2017



Appel à communications

Institut de Sociologie

Centre d'études de la coopération
internationale et du développement



FACULTÉ PHILOSOPHIE
& SCIENCES SOCIALES



Calendrier

Date limite d'envoi des propositions de communication : **vendredi 28 octobre 2016**

Date de la décision du comité scientifique : **vendredi 16 décembre 2016**

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues : **vendredi 17 mars 2017**

➤ *Contacts :*

➤ **Laurence Rondart** : agrudev@ulb.ac.be

➤ **Jean Brot** : Jean-Brot@orange.fr

➤ *Informations :*

➤ <http://www.mondesendveloppement.eu> rubrique *Association Tiers Monde*



MONDES EN DÉVELOPPEMENT

VOLUME 44 - 2016/3 - n°175

LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE DÉCENTRALISÉE : nouveau modèle de développement territorial ou élargissement de la sphère marchande ?

Coordination : Abdelkader DJEFLAT (Université de Lille 1) et Bruno BOIDIN (Université de Lille 1)

■ Présentation. Mutations et questions autour de la coopération décentralisée Bruno Boidin et Abdelkader Djeflat	7
■ De l'écodéveloppement au Buen Vivir, ou comment replacer les savoirs locaux au cœur des processus de coopération décentralisée dans les pays du Sud Éric Berr et Arnaud Diemer	23
■ Les perspectives de la coopération économique décentralisée en Tunisie dans le cadre du développement durable Lamia Kratou et Jacques Poirot	39
■ La coopération décentralisée, un levier pour le développement économique territorialisé. Exemple de projets de coopération franco-algérienne à travers les Wilayate de Bejaia et Tizi-Ouzou Bélaid Abrika	59
■ La conception algérienne de la coopération décentralisée : état des lieux, contraintes et perspectives pour la coopération économique décentralisée Naima Hachemi-Douici et Djamal Si-Mohammed	77
■ La coopération économique décentralisée franco-algérienne : expression d'une nouvelle solidarité ou réaffirmation de la logique marchande ? Arezki Akerkar	97
VARIA	
■ L'intégration économique régionale en Asie du Sud-Est : une dynamique impulsée de l'extérieur Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier	113
■ Organisations non gouvernementales d'environnement et bailleurs du développement : quelles interactions pour quelle efficacité environnementale ? Fanny Guillet et Tiphaine Leménager	131
■ L'institutionnalisation des pratiques du commerce équitable dans les organisations de producteurs. Une analyse comparative Pérou-Maroc Garance Gautrey	149
Notes de lecture	167
Veille internet	169
Mondes en Développement il y a 30 ans	171
Numéros parus	173

Bulletin d'adhésion 2016

Je soussigné(e) (Nom, Prénom)

Profession (ou raison sociale).....

Adresse personnelle

Adresse professionnelle.....

Nationalité.....Tél.....Fax.....

email

Déclare adhérer ou renouveler mon adhésion à l'ASSOCIATION TIERS-MONDE en qualité de membre actif et verser la somme de :..... € en espèces, par chèque bancaire ou postal.

Cotisation annuelle : Etudiant 25 €

Normale 100 €

Ami 50 €

Soutien ou Institution 150 €

À....., le..... Signature

Les membres de l'Association Tiers-Monde reçoivent :

- Un reçu fiscal permettant, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une réduction d'impôts.

☐ Oui je désire recevoir le certificat fiscal ☐ Non je ne souhaite pas recevoir de certificat fiscal

- Le bulletin FP Contact et les Cahiers de l'ATM publiés à l'issue des Journées annuelles.

- L'information sur les manifestations telles les "Journées sur le développement".

À RETOURNER À :

Jean BROT
6 Les Saules
54230 CHAVIGNY
Tél : 03 83 47 14 04
Jean-Brot@orange.fr

Code banque		Code guichet		Numéro de compte		Clé RIB
30066		10121		00010513901		36
IBAN International Bank Account number						
FR76	3006	6101	2100	0105	1390	136

Domiciliation
CIC PARIS SAINT MICHEL

Bank Identification Code (BIC)
CMCIFRPP

Titulaire du compte : Association Tiers-Monde, CIC Paris Saint Michel, 6 boulevard Saint Michel 75006 Paris